

# Le ministère de l'Education appelle à la suspension du boycott

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

9 narcotrafiquants arrêtés du 19 au 25 mai  
Près de 25 quintaux  
de kif saisis

Page 16

Vot re q u o t i d i e n n a t i o n a l

Dix-neuvième année - N° 5385 - Jeudi 27 mai 2021 - Prix : 10 DA

Hôtels consacrés au confinement des voyageurs

## Le DG du tourisme se veut rassurant sur les prix

Page 2

### Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (3)

Par Mohamed Habili

**L**e FLN qui se présente aux élections du 12 juin n'est pas au meilleur de sa forme, pas du tout en possession de tous ses moyens, c'est le moins que l'on puisse dire. Deux de ses anciens secrétaires généraux sont en prison, pour des affaires liées à la corruption, et son numéro 1 actuel a vu sa candidature rejetée par l'autorité électorale indépendante. Ce qui évidemment n'arrange rien, ni pour lui personnellement ni pour sa formation, à plus forte raison si près d'une échéance majeure. Il serait difficile d'imaginer pour un parti quel qu'il soit une conjoncture aussi peu propice à une campagne électorale, et moins encore à une victoire. Certes le FLN peut toujours s'en consoler en se disant que son frère ennemi, le RND, est lui aussi dans une situation peu reluisante, si bien que s'il doit perdre sa position dominante à l'Assemblée, ce ne serait probablement pas à son profit. Mais cela ne serait pas pour lui apporter un afflux de forces, ce serait plutôt pour lui en prendre dans celles qui lui restent, s'il lui en reste. Dans l'état de délabrement qui est le sien aujourd'hui, personne n'a l'air de penser qu'il pourrait malgré tout faire bonne figure le 12 juin, et moins encore remporter la partie. On ne devrait pourtant pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Suite en page 3

### Campagne électorale

# Economie et chômage, des arguments pour accrocher



Les candidats aux prochaines législatives sont nombreux à axer leurs discours de campagne sur des sujets économiques ou en rapport avec le chômage. En ces temps de crise, ces prétendants à la chambre basse du Parlement veulent capter l'intérêt des électeurs en focalisant sur des sujets porteurs. Page 2

Commémoration

## L'Emir Abdelkader, pionnier du droit humanitaire et des droits de l'homme

Page 4

Coupe de la Confédération

## JSK-Coton Sport officiellement au 5-Juillet

Page 15

Campagne électorale

# Economie et chômage, des arguments pour accrocher

■ Les candidats aux prochaines législatives sont nombreux à axer leurs discours de campagne sur des sujets économiques ou en rapport avec le chômage. En ces temps de crise, ces prétendants à la chambre basse du Parlement veulent capter l'intérêt des électeurs en focalisant sur des sujets porteurs.

Par Aomar Fekrache

La liste indépendante «Ennadjah» de Saïda a indiqué ambitionner «de lever les verrous entravant le secteur de l'investissement industriel dans la wilaya, notamment en aplanissant les obstacles empêchant la réalisation de projets d'investissement, et d'accompagner également la mise sur pied de micro-entreprises, notamment dans les nouvelles zones d'activités». La liste indépendante «El-Sawt El-Horr» (Voix libre) de Laghouat a indiqué que la promotion de l'emploi et des prestations de santé sont

au cœur de son programme électoral. «El-Sawt El-Horr ne ménagera aucun effort, une fois élue, pour promouvoir ces deux secteurs qui occupent une large place dans son programme électoral», a assuré son représentant, soulignant les importantes potentialités, industrielles notamment, que renferme Laghouat, en plus des nombreuses entreprises établies sur son territoire. Des candidats indépendants approchés par l'APS à Ouargla et Touggourt ont indiqué, pour leur part, que l'amélioration du climat des investissements hors hydrocarbures figure parmi les grands objectifs ciblés par leurs programmes électoraux, en prévision des élections législatives. Le président du MSP, lors d'un meeting à Béchar, a déclaré que le programme «Rêve d'Algérie», élaboré par la direction du parti, sera mis en application si le MSP remporte une majorité parlementaire, dans le but de donner une véritable dynamique au développement social et économique du pays qui dispose d'importantes ressources, notamment dans le Sud. Le secrétaire général du RND, Tayeb Zitouni, a déclaré depuis Jijel que de «nombreuses missions attendent les futurs députés pour œuvrer à sortir le pays des crises qu'il traverse, à travers la législation et la proposition de véritables programmes économiques notamment». Il a mis en avant «l'importance pour l'élu local de recouvrer sa place et de bénéficier de plus de prérogatives pour être, a-t-il appuyé, la locomotive de l'économie nationale». Le président du parti Sawt Echaab, Lamine Osmani, a exhorté, lors d'un meeting à Saïda, les



citoyens à «choisir les candidats qui se distinguent par leurs compétences et qui travailleront sérieusement à améliorer leurs conditions de vie».

Moussa Touati, lors d'un meeting à Jijel, a souligné que «l'actuelle campagne électorale intervient en pleine crise économique et sociale vécue par l'Algérie, issue d'un système écarté par le peuple à la faveur du Hirak authentique du 22 février 2019, et intervient également dans un contexte marqué par l'avènement d'un nouveau système qui devra faire face à plusieurs défis, dont celui de jeter les fondements d'une économie pour réduire le chômage et combattre la pauvreté». La campagne électorale qui vient de boucler sa première semaine

est davantage axée sur la nécessité de participer aux élections, sur le rétablissement de la confiance entre l'élu et le citoyen et l'édification d'institutions fortes et représentatives. Mais de simples citoyens cherchent surtout à savoir ce que les candidats proposent sur le marché

du travail, dans la lutte contre le chômage et l'amélioration des conditions de vie, notamment dans les zones reculées. Des sujets qui devraient être développés davantage durant les deux prochaines semaines avant le jour J.

A. F.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 285 nouveaux cas et 7 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit le même nombre de cas qu'hier (7), portant à 3 440 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle remontée, avec 285 cas, soit 31 cas de plus par rapport au bilan d'hier (254), pour atteindre, au total, 127 646 cas confirmés.

R. N.

## Mali Le Président et le Premier ministre ont démissionné

Le Président et le Premier ministre de transition maliens ont démissionné après leur arrestation lundi par les militaires, ont indiqué un collaborateur du vice-président de la transition et un membre d'une mission internationale, cités par des médias sur place.

Le Président Bah Nday et son Premier ministre, Moctar Ouane, «ont démissionné devant l'arbitre, la mission de médiation internationale actuellement au Mali», a dit Baba Cissé, conseiller spécial du colonel Assimi Goïta.

«Les négociations sont en cours pour leur libération et la formation d'un nouveau gouvernement», a-t-il ajouté.

Un membre de la délégation internationale a confirmé sous couvert d'anonymat à l'agence de presse française (AFP) que le président de transition avait démissionné.

Cette délégation s'est rendue hier matin au camp militaire de Kati, à une quinzaine de kilomètres de Bamako, pour rencontrer les deux dirigeants qui y sont retenus depuis leur arrestation.

Dans une déclaration lue à la télévision publique, le colonel Goïta a reproché à Bah Nday et à Moctar Ouane d'avoir formé un nouveau gouvernement sans se concerter au préalable avec lui, bien qu'il soit en charge de la Défense et de la sécurité. Assimi Goïta a également indiqué que «le processus de transition suivra son cours normal et que les élections prévues se tiendront courant 2022». Mardi, la communauté internationale a condamné «le coup de force» au Mali et exigé la libération immédiate et sans conditions du président de la transition et de son Premier ministre. R. I.

## Hôtels consacrés au confinement des voyageurs Le DG du tourisme se veut rassurant sur les prix

Rassurant sur la disponibilité du secteur à accueillir les familles et les citoyens de retour de l'étranger à partir de juin prochain, le directeur général du tourisme au ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Moussa Ben Tamer, a déclaré que les prix des séjours dans les hôtels habilités à recevoir les voyageurs pendant leur période de quarantaine seront «abordables». Sans donner plus de précisions sur les réels tarifs des hôtels qui vont accueillir la communauté algérienne installée à l'étranger, Moussa Ben Tamer a confirmé que le ministère du Tourisme a consacré 480 établissements hôteliers répartis sur le territoire national, afin d'assurer l'accueil des rapatriés dans les meilleures conditions et à des prix tenant compte des capacités des

familles algériennes et des voyageurs. En effet, Moussa Ben Tamer a révélé que toutes les institutions hôtelières, publiques ou privées, sont prêtes à recevoir et à prendre soin de tous les citoyens et voyageurs qui rejoindront l'Algérie après la décision des autorités d'ouvrir partiellement l'espace aérien à partir du mois de juin, ajoutant, à cet effet, que «ces institutions sont prêtes à assurer un séjour sain dans le respect du protocole de santé pour les activités hôtelières». Dans ce contexte, il a confirmé que le ministère de tutelle avait préparé, en coopération avec le Comité scientifique, un protocole sanitaire strict auquel les établissements hôteliers ainsi que les agences de tourisme et de voyages sont soumis depuis le début de la pandémie. Le responsable a

affirmé que tous les hôtels réservés à cette opération ont toutes les commodités nécessaires et les prix seront abordables en tenant compte des conditions économiques des voyageurs arrivés en Algérie. À noter qu'une liste des établissements hôteliers offrant toutes les conditions requises pour le confinement des passagers a été arrêté conjointement entre les secteurs de l'Intérieur, du Tourisme et de la Santé. Invité de l'émission «Invité de la matinée» de la Chaîne 1 de la Radio nationale, Moussa Ben Tamer a indiqué que la reprise partielle des voyages coïncide avec l'entame de la saison estivale qui débute le 1<sup>er</sup> juin, soulignant que le ministère a élaboré une stratégie nationale pour accompagner ce processus qui prend en compte les besoins des citoyens. Le

directeur général du tourisme a ajouté que le ministère a exhorté toutes les parties prenantes à diversifier les offres touristiques cette année pour soulager les familles algériennes. Concernant la situation du secteur et l'ampleur des pertes dues à la pandémie, Moussa Ben Tamer a déclaré que l'évaluation est en cours, révélant que de vastes consultations ont été ouvertes avec les associations et fédérations nationales d'hôtels, d'agences de tourisme et de voyages et tous les investisseurs dans le secteur, pour prendre en compte les pertes et fournir des alternatives disponibles. La plupart de ces préoccupations ont été soumises aux autorités supérieures pour approbation au cours du processus d'accompagnement, a-t-il ajouté.

Louisa Ait Ramdane

Examens de fin d'année

# Le ministère de l'Éducation appelle à la suspension du boycott

■ Sept jours après le lancement des appels au boycott administratif de toutes les activités liées à la fin de l'année et aux examens officiels 2020-2021, le ministère a exprimé son mécontentement et appelé les syndicats à la suspension du mouvement de protestation.

Par Thinhinene Khouchi

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook mardi, le ministère de l'Éducation nationale a enfin décidé de réagir aux menaces des 13 syndicats de l'Éducation nationale qui avaient appelé au boycott administratif de toutes les activités de fin d'année en cours, notamment les examens officiels. Le ministère de l'Éducation a donc exprimé «sa surprise et son mécontentement» face aux appels lancés par certains organisations syndicales. «Alors que nous organisons les réunions bilatérales prévues entre le 17 et le 29 mai, afin de prendre en charge les revendications socioprofessionnelles des fonctionnaires du secteur de l'Éducation et d'ouvrir un dialogue avec tous les partenaires sociaux, certaines organisations syndicales appellent à l'organisation de mouvements de protestation et au boycott de tous les travaux administratifs et examens officiels pour la fin de l'année scolaire 2020-2021», a déclaré le ministère. Cela conduit, selon lui, à perturber le bon fonctionnement du service public et des établissements d'enseignement, et à saper tous les efforts visant à assurer une prise en charge optimale des préoccupations soulevées par le partenaire social. Le ministère de l'Éducation nationale a appelé les syndicats



signataires du communiqué du 18 mai 2021 au respect de l'ordonnance n° 1839/21, rendue par le tribunal administratif d'Alger le 24 mai 2021, qui prévoit la suspension de l'organisation de la manifestation devant le ministère de l'Éducation nationale, prévue hier à 11 heures, selon le même communiqué. Le ministère a précisé que ces appels coïncidaient avec le début des réunions auxquelles toutes les organisations syndicales agréées du secteur ont été invitées à participer, car c'est le cadre juridique et le seul

moyen de résoudre les problèmes professionnels et sociaux. Dans ce contexte, le ministère a exprimé ses regrets, sa surprise et son mécontentement face à de tels appels, considérés comme une violation flagrante de tous les cadres juridiques en vigueur. Il est à rappeler que dans un communiqué datant du 18 mai dernier et signé par treize syndicats indépendants, il est indiqué que «devant la dégradation du pouvoir d'achat des enseignants, des travailleurs du secteur de l'Éducation et la situation professionnelle de ces derniers, et devant la non satisfaction de

nos revendications soulevées lors des réunions avec le ministre, il a été décidé d'organiser un sit-in de protestation devant l'annexe du ministère de l'Éducation de "Ruisseau" à 11h ainsi que le boycott administratif de toutes les activités de fin d'année». Le communiqué des syndicats indépendants avait également annoncé «la possibilité de boycotter les examens officiels de fin d'année», dans le cas où le gouvernement ne prend pas en charge les revendications socioprofessionnelles des travailleurs de l'Éducation.

T. K.

Protection civile à Mostaganem

## Les médecins-chefs de 22 wilayas en séminaire

La Direction générale a organisé à Mostaganem un séminaire de deux jours réunissant les médecins-chefs de la Protection civile de 22 wilayas, venus du Centre et de l'Ouest du pays. Ces deux journées d'étude, auxquelles ont pris part les docteurs pompiers, ont débuté hier matin au siège de direction de la Protection civile sur la thématique de l'amélioration des secours médicalisés. A l'heure du coup d'envoi de la manifesta-

tion, le directeur de wilaya, le colonel Abdelhamid Zighed, a déclaré que ces journées consistent en la mise à jour des pratiques de la médecine en milieu de la Protection civile. Ce séminaire, a dit le colonel, s'inscrit dans le cadre du plan d'action national pour l'amélioration de la qualité dans les services d'aide médicale d'urgence mis en place par la Direction générale. Ces échanges entre médecins-chefs des diverses wilayas ren-

dent essentielle la consolidation de la politique qualité et sécurité des soins prodigués pendant les interventions des agents de la Protection civile dans les divers sinistres. Le commandant médecin-chef de Mostaganem, Abdelkader Rezgui, a dit à son tour que cette rencontre intervient surtout pour mettre à niveau et conforter les méthodes d'intervention en médecine de secours. Et de poursuivre : «L'encadrement affecté à cet évé-

nement formatif provient de la Direction générale afin de parfaire ce domaine médical destiné aux premiers secours». Il a ajouté que ce séminaire devait être convoqué avant cette date mais la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 l'a ajourné. Aussi, nous apprenons, par ailleurs, qu'un autre séminaire ayant les mêmes objectifs concernera les wilayas de l'Est et se tiendra le 30 et le 31 mai 2021 à Annaba. Lotfi Abdelmadjid

Start-up/ Le 31 juillet à Alger

## Première compétition nationale de robotique

La première édition de la compétition nationale de robotique, ayant pour appellation «League of Robotics», aura lieu le samedi 31 juillet au Palais de la culture Moufdi-Zakaria d'Alger, a indiqué, hier, un communiqué de la société organisatrice. Parrainée par le ministère de la Culture et des Arts ainsi que par le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Économie de la connaissance

et des Start-up, le but de ce rendez-vous est de «valoriser les nouvelles technologies, de vulgariser les sciences techniques et d'offrir des opportunités aux étudiants et jeunes diplômés», a précisé la start-up «Technology». Cet événement est «le premier du genre» en Algérie, selon l'organisateur, précisant que la manifestation accueillera des «participants talentueux, bosseurs et créatifs, venant des quatre coins

du pays». Cette compétition s'articule autour de l'innovation, la créativité et l'originalité dans le domaine de la robotique, a ajouté le communiqué. Concernant les règles de la compétition, les participants devront concevoir deux robots : l'un autonome et l'autre téléguidé, et chacun d'eux devra franchir une partie du parcours tracé par les organisateurs et représentant la carte de l'Algérie s'étendant de

Tamanrasset à Alger et divisée en deux parties. La première phase de la compétition consiste à ramasser différents minéraux et les mettre dans leurs usines respectives en utilisant le robot téléguidé, tandis que le robot autonome devra, au cours de la deuxième phase, surmonter des obstacles naturels et passer en revue quelques sites touristiques en Algérie, a conclu le communiqué. Maya H.

LA QUESTION DU JOUR

## Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (3)

Suite de la page une

Ce n'est pas la première fois qu'on aurait donné un vil prix pour sa peau pour le voir ensuite la garder dans son intégralité sur lui. Au cours de ces dernières décennies, en effet, le FLN s'est trouvé en grand péril plus d'une fois. En comparaison de ce à quoi il a pu déjà échapper, il est même douteux que les difficultés d'aujourd'hui soient les plus grandes. Depuis l'indépendance, sa légitimité a été mise en cause, depuis l'extérieur du pouvoir bien sûr, mais parfois aussi de l'intérieur. S'il est une musique qui a toujours résonné à ses oreilles, plus ou moins fort selon les circonstances, y compris du temps où il était parti unique, c'est celle qui l'accusait d'usurper un titre revenant de droit à toute la nation. La dernière fois où il a été sommé de le rendre est toute récente. La réalité, c'est qu'il est en sursis depuis si longtemps qu'il s'en est fait une raison de vivre, un mode de vie, ou plutôt de survie. Aujourd'hui cependant, tout n'est pas encore perdu pour lui, du moment que la partie ne s'est pas encore jouée. Par trois fois déjà il a connu le goût amer de la défaite, et à chaque fois il s'est relevé, miraculeusement il est vrai. Il a perdu les élections par deux fois devant l'ex-Fis, aux locales de 1990, les premières élections pluralistes de l'Algérie indépendante, défaite particulièrement cuisante de ce fait, puis à des législatives une année plus tard. Il n'en mourra pas. Il perdra une troisième fois, aux législatives de 1997, devant le RND, mais dans des circonstances tellement troubles qu'il en est sorti ragailardi. Mais ce ne sont pas ces défaites qui ont représenté le plus grand danger pour lui. Le plus grand péril, il l'a forgé de ses propres mains en s'engageant dans le Contrat de Rome, ce qui a achevé de convaincre le pouvoir de l'époque de se passer désormais de ses services, ce qu'il a aussitôt commencé par faire en lui donnant un rival appelé le RND. Sans la démission de Liamine Zeroual, et son remplacement à la tête de l'Etat par Abdelaziz Bouteflika, il n'existerait pas aujourd'hui. Le RND n'a pas été créé, d'ailleurs en puisant largement dans ses rangs, pour exister à côté de lui, pour rivaliser avec lui dans la mouvance nationaliste, mais bel et bien pour se substituer à lui. C'est le président Bouteflika, qui d'abord en s'en réclamant, puis ensuite en acceptant d'être porté à sa tête, qui à ce moment le sauvait d'une mort programmée. M. H.

Commémoration de la mort du symbole de la résistance à l'occupant (26 mai 1883)

# L'Emir Abdelkader, pionnier du droit humanitaire et des droits de l'homme

■ Le rôle de précurseur des valeurs universelles, associées souvent à la civilisation occidentale, ont valu à l'humaniste Emir Abdelkader une notoriété mondiale et une reconnaissance sans cesse renouvelée, après plus d'un siècle de son décès, a affirmé, hier à l'APS, la secrétaire générale de la Fondation Emir Abdelkader, Zohour Assia Boutaleb.

Par Hamid N.

«**L'** Emir Abdelkader, fondateur de l'Etat algérien contemporain, était un résistant chevaleresque à l'invasion coloniale, mais aussi et surtout un grand savant, croyant, fondateur du dialogue inter-religieux, soufi, poète et pionnier du droit humanitaire et des droits de l'homme», a déclaré M<sup>me</sup> Boutaleb, précisant que ces valeurs lui ont valu des témoignages d'intérêt et reconnaissances sans cesse renouvelés.

En effet, l'Emir Abdelkader, qui a combattu le colonisateur français pendant 17 ans (à partir de 1832 alors qu'il n'avait que 24 ans), a pris l'initiative de rédiger un règlement dans lequel il imposa à ses soldats le respect absolu des prisonniers français, et ceci bien avant les conventions modernes relatives au droit humanitaire qui datent de

1949, a-t-elle affirmé, à l'occasion de la commémoration du décès de l'Emir Abdelkader (26 mai 1883).

Les valeurs d'humanisme qu'incarnait l'Emir Abdelkader ont ainsi été reconnues par les plus grands dignitaires et hommes d'Etat de cette époque, à l'image du président Abraham Lincoln, de la Reine Victoria, de Napoléon III, du Sultan Abdulmejid I et du Tsar Alexandre II, qui lui ont décerné des décorations et autres honneurs.

Des hommages appuyés ont été également rendus à l'Emir par des hommes de lettres comme Rimbaud, Victor Hugo, Robert Browning et William Trackeray, pour sa pensée et ses actions humanitaires avant même la fondation du mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Sa notoriété et son humanisme avant-coureur notamment ont valu à l'Emir qu'une ville de l'état de l'Iowa, aux Etats-Unis d'Amérique, porte son nom, comme aussi des places et des avenues de Mexico à l'île de la Réunion, d'Alger à Paris, d'Amboise à Bordeaux, à Pau, à Caracas, à Damas et Brousse.

M<sup>me</sup> Boutaleb a rappelé, en outre, qu'Henri Dunant, considéré comme le fondateur, en 1863, du mouvement de la Croix-Rouge internationale, s'est aussi référé à l'humanisme qu'incarnait l'Emir Abdelkader dans une correspondance.

«Ainsi, on a coutume d'associer l'émergence du droit humanitaire avec la création de la Croix-Rouge par Henry Dunant en 1863. On oublie cependant que ce dernier, qui a fait de longs séjours en Algérie, n'a pu ignorer que dès 1843, l'Emir a fait adopter à un congrès de 300 dirigeants de la résistance, en pleine guerre, son code pour la protection des prisonniers», a-t-elle relevé.



P.M.D.R.

Ce code révolutionnaire a interdit la torture et les mauvais traitements et banni l'exécution des prisonniers français désarmés. Les prisonniers de guerre devaient, ainsi, être traités avec humanité, quelle que soient leur religion ou leur nationalité.

«De même, on a tendance à associer l'initiative de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 aux Occidentaux, mais on ne se remémore pas toujours le fait que ce concept fut institué, neuf décennies plus tôt (en 1860), par l'Emir Abdelkader quand il était en exil en Syrie pour sauver les minorités chrétiennes (plus de 12 000 personnes), vouées à une extermination certaine, lors des événements de Damas», a-t-elle fait observer.

M<sup>me</sup> Boutaleb a cité, à ce pro-

pos, des observateurs étrangers qui demandèrent à l'Emir pourquoi il avait pris de tels risques pour sauver des chrétiens, alors que c'était aussi des chrétiens qui avaient envahi et mis à feu et à sang son pays l'Algérie.

L'Emir a répondu qu'il avait combattu les troupes françaises 17 années durant, non pas parce qu'elles étaient chrétiennes, mais du fait qu'elles avaient envahi son pays. Quant aux sauvetages des chrétiens en Syrie, il s'était simplement conformé aux enseignements de l'islam, et avait agi dans le respect des droits de l'humanité.

Natif de Mascara (6 septembre 1808), l'Emir Abdelkader est le troisième enfant de Mahieddine, chef de

la confrérie de la Quadiyya, qui a lui-même combattu les troupes françaises dès leurs premières incursions dans l'Ouest algérien en 1831.

Il apprend les sciences religieuses, la langue et la littérature arabes, les mathématiques, l'astronomie, l'histoire et la philosophie. Platon, Aristote, Al-Ghazali, Ibn Rochd (Averroès) et Ibn Khaldoun lui sont familiers. Il est âgé de 24 ans lorsqu'il est présenté par son père, le 27 novembre 1832, aux tribus Hachem Beni-Amer.

Proclamé Emir, il sera «le Commandeur des croyants», ce qui lui a conféré un pouvoir temporel et une autorité spirituelle. Commence alors pour lui une longue période marquée par son combat contre l'occupant.

H. N.

## Saison estivale 147 personnes mortes par noyade en 2020

**CENT QUARANTE-SEPT** personnes sont mortes par noyade au cours de la saison estivale 2020, rappelle, hier, un communiqué de la Protection civile portant sur la campagne nationale de prévention et de sensibilisation sur les risques liés à cette saison devant être lancée à partir d'aujourd'hui.

Soixante-et-onze décès par noyade ont été enregistrés au niveau des plages, dont 46 au niveau des plages interdites à la baignade, précise la Protection civile qui fait état de 27 481 interventions, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, ayant permis de sauver 19 405 personnes de la noyade.

Concernant la baignade dans les réserves d'eau, «un phénomène qui ne cesse de se généraliser à travers le territoire national», 76 décès ont été comptabilisés durant l'année précédente, dont une «majorité d'enfants, malgré les multiples campagnes de sensibilisation initiées durant toute la saison estivale».

S'agissant des feux de forêt, les unités de la Protection Civile ont procédé, au cours de l'année 2020, à l'extinction de 14 338 incendies qui ont généré des dégâts évalués à 16 570 ha de forêt, 13 880 ha de maquis, 13 467 ha de broussaille, 2 180 ha de récolte, 17 411 palmiers et 234 869 arbres fruitiers, ajoute le communiqué.

Hania Y.

## Protection civile

# Session de formation pour les chargés de communication des wilayas du Centre-Est

La 3<sup>e</sup> session de formation sur les techniques de communication au profit des chargés de communication de la Protection civile des wilayas du Centre-Est du pays s'est ouverte hier au niveau de la direction de la wilaya Bordj Bou Arréridj, indique un communiqué de la Protection civile.

Cette session de formation s'inscrit dans le cadre du «développement et la modernisation

du secteur de la Protection civile, particulièrement dans le domaine de la formation spécialisée, eu égard aux missions multiples et de plus en plus complexes dévolues au secteur, notamment en matière de prise en charge et de réduction des différents risques», précise la même source.

Elle s'inscrit également dans le cadre de l'application du programme de renforcement des

capacités de «management des crises, à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier dans le domaine de l'utilisation des réseaux sociaux».

C'est à travers les réseaux sociaux que la Protection civile entend impulser une «nouvelle dynamique d'adhésion à son programme de communication sociale, particulièrement parmi les jeunes qui constituent le vec-

teur le mieux à même de favoriser la transmission et la propagation des idées et actions de vulgarisation portant sur la prévention des risques».

Cette 3<sup>e</sup> session de formation fait suite aux deux précédentes sessions organisées, respectivement, au niveau des wilayas d'El-Oued (30-31 mars) et de Béchar (7-8 avril), rappelle la communiqué.

Ghani Y.

## Pétrole

## Le baril de Brent à près de 69 dollars

■ Les prix du pétrole étaient proches de l'équilibre hier, sans avancée majeure des négociations sur le nucléaire iranien et avant la publication par l'EIA des données sur les stocks américains, attendus en baisse.



Par Salem K.

**P**eu avant midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 68,80 dollars à Londres, en hausse de 0,22 % par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril de WTI pour le même mois abandonnait 0,03 % à 66,05 dollars. Le mar-

ché attendait hier les données hebdomadaires sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) plus tard dans la journée.

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), aux estimations jugées moins fiables, a indiqué que

ceux-ci avaient diminué de 440 000 barils dans le pays la semaine passée.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, ces stocks sont aussi attendus en baisse par l'EIA, de l'ordre de 1 million de barils.

Un tel volume pourrait «maintenir l'appétit haussier (des investisseurs) à son niveau actuel», a

estimé Ipek Ozkardeska, analyste de Swissquote Bank.

Cependant, «la possibilité d'un retour de l'offre de pétrole iranien sur le marché empêche les prix du pétrole de progresser davantage», notent les analystes de ING.

L'industrie pétrolière iranienne est soumise à embargo par les Etats-Unis, mais une amélioration des relations entre Washington et Téhéran pourrait conduire à l'allègement de ces sanctions et donc à l'arrivée sur le marché d'un volume important d'or noir.

Le pétrole profite aussi de la faiblesse du dollar, un mécanisme qui rend le brut plus attractif car meilleur marché.

Les investisseurs surveillent également la situation sanitaire dans le monde qui a une incidence directe sur la consommation d'or noir.

Au rang des mauvaises nouvelles pour la demande, le variant du coronavirus détecté en Inde pour la première fois a été officiellement signalé dans 53 territoires, a annoncé, hier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un rapport.

S. K.

## Monnaies

## L'euro reprend son souffle face au dollar

**L**euro se stabilisait face au dollar hier, après avoir atteint un plus haut depuis début janvier la veille, certains analystes attribuant le léger rebond du dollar à des prises de bénéfices.

Avant midi, l'euro cédait 0,05 % à 1,2245 dollar pour un euro. La veille, la monnaie unique européenne a grimpé à son plus haut niveau depuis plus de cinq mois et demi à 1,2266 dollar. D'après les prévisions de certains analystes, le marché

des changes devrait s'attendre à de légers achats de dollar, car les investisseurs doivent rééquilibrer leur portefeuille avec l'approche de la fin du mois.

L'euro a gagné près de 1,8 % face au dollar depuis le début du mois de mai. Les cambistes scrutent les politiques monétaires des deux côtés de l'Atlantique : alors que la reprise post-pandémie de Covid-19 se profile et que l'inflation augmente, la question est désormais de savoir quelle banque centrale

durcira sa politique monétaire le plus vite, ce qui rendrait sa monnaie plus attractive. Mais les deux institutions se gardent bien pour l'instant d'ouvrir la porte à une hausse des taux. «Le risque d'une politique de soutien trop faible reste élevé et seul une hausse durable de la pression inflationniste pourrait justifier une réduction des rachats d'actifs alors que la hausse des prix à la consommation est jugée temporaire», a ainsi expliqué Fabio Panetta, membre du directoire

de la Banque centrale européenne, dans un interview à Nikkei.

De son côté, la livre britannique remontait légèrement face à l'euro (+0,12 % à 86,46 pence pour un euro) après avoir commencé la semaine en berne.

«Cette baisse peut être attribuée aux inquiétudes sur le variant indien, qui ont poussé le gouvernement britannique à imposer de nouvelles restrictions de mouvements dans huit zones d'Angleterre», ont commenté des analystes.

S. K.

## France

## L'industrie du ciment publie ses engagements pour réduire ses émissions de CO2

**L**industrie cimentière française a publié hier ses engagements pour réduire ses émissions de CO2, qui représentent 2 % des émissions françaises totales, afin de permettre au pays de tenir ses engagements de neutralité carbone en 2050.

Les producteurs de ciment en France vont baisser leurs émissions de 24 % d'ici à 2030 par rapport à 2015, selon François Petry, président du Syndicat français de l'industrie cimentière (SFIC) et directeur-général de Lafarge Holcim, premier groupe cimentier en France.

D'ici à 2050, la feuille de route de l'industrie cimentière publiée la semaine dernière avec le ministère de la Transition écolo-

gique prévoit une réduction totale de 80 % des émissions du secteur par rapport à 2015.

La production de ciment est un processus très polluant, doublement émetteur de CO2. Elle recourt à la combustion d'énergies fossiles pour faire fonctionner ses fourneaux, de plus, elle implique de faire chauffer à très haute température du calcaire dans ces fourneaux, un processus qui libère nécessairement du CO2. Au niveau mondial, la production de ciment représente 3 % des émissions totales de carbone, soit plus que l'aviation (contre 2,2 % pour la chimie, 7,2 % pour la sidérurgie et l'acierie, et 11,9 % pour le transport routier), selon la base Climate Watch du World Resources

Institute.

En France, le ciment génère 23 % des émissions du secteur industriel, qui lui-même représente environ un dixième des émissions du pays, selon le Commissariat général au développement durable.

«Ce qu'il est important de voir, c'est que notre secteur n'avait pas jusqu'à présent initié de baisses de carbone à la tonne», a admis M. Petry en marge d'une conférence de presse hier sur le sujet, reconnaissant les critiques faites à la filière, «mais maintenant, c'est parti, et cela va s'accélérer avec des réductions extrêmement marquées», a-t-il ajouté. En 2050, une tonne de ciment produite ne devrait plus générer que 133 kilogrammes de CO2

contre 660 kg en 2015, et 503 prévus en 2030, a souligné M. Petry. Les gains seraient obtenus par une amélioration de l'efficacité énergétique des usines, par un changement des méthodes de fabrication et de la composition du ciment.

La filière ciment représente quelque 5 000 emplois directs en France, et 20 000 emplois indirects, auxquels s'ajoutent 60 000 emplois dans la filière béton. Le SFIC regroupe la quasi-totalité des fabricants de ciments, chaux hydrauliques et liants routiers en France, dans une quarantaine de sites qui emploient près de 4 500 personnes et génèrent un chiffre d'affaires annuel de près de 2 milliards d'euros.

Dila B.

## Japon

## Sony prévoit 15 milliards d'euros d'investissements sur trois ans

Le géant japonais de l'électronique Sony a annoncé hier prévoir des investissements «stratégiques» à hauteur de 2 000 milliards de yens (15 milliards d'euros) dans les trois prochaines années, notamment dans l'industrie du divertissement comme le jeu vidéo.

Ces investissements devraient être réalisés à partir de l'exercice en cours 2021/22 (démarré le 1<sup>er</sup> avril) jusqu'au 31 mars 2024, a précisé Sony dans un communiqué à l'occasion de la présentation de sa stratégie de moyen terme.

Sony cherche prioritairement à développer ses propriétés intellectuelles et ses activités touchant directement les consommateurs (jeu vidéo, musique, streaming vidéo, cinéma...), en particulier en dopant ses plateformes en ligne et communautés associées, ainsi que son offre de jeux mobiles.

Cette politique s'inscrit ainsi dans la continuité de la stratégie du groupe ces dernières années. Sony a racheté ou pris des parts dans des studios de jeu vidéo (Insomniac, Epic Games), acquis à 100 % la maison d'édition musicale EMI Music et il est en train de racheter Crunchyroll, plateforme de streaming spécialisée dans l'animation japonaise.

Il a aussi récemment investi dans Discord, application de discussions très populaire chez les joueurs, qu'il veut intégrer dès l'an prochain à son réseau PlayStation Network.

Sony a également cité hier l'énorme succès actuel de son film d'animation «Demon Slayer», dont une adaptation en jeu vidéo doit sortir prochainement : «Demon Slayer est un exemple du déploiement de toutes les diverses activités de Sony pour maximiser la valeur de la propriété intellectuelle d'une œuvre», a-t-il commenté.

Le groupe compte directement toucher à terme 1 milliard de personnes avec ses contenus de divertissement, contre environ 160 millions actuellement.

Cependant, il s'agit là d'une «vision» et non d'un objectif à atteindre dans un délai imparti, a précisé son P-DG, Kenichiro Yoshida, lors d'une conférence de presse en ligne.

Sony va, par ailleurs, continuer à investir dans les technologies, notamment dans les capteurs d'image, avec lesquels il compte jouer un rôle important dans la mobilité, sur fond de l'essor des voitures autonomes.

R. E.

Risques liés à la saison estivale

# Campagne de prévention de la Protection civile à partir d'aujourd'hui

■ Une campagne nationale de prévention et de sensibilisation sur les risques liés à la saison estivale sera entreprise par la Protection civile à partir d'aujourd'hui, indique, hier, un communiqué de cette institution.

Par Adel N.

Les dangers de la mer, les noyades dans les plans d'eau, la prévention contre les incendies de forêt, récoltes et palmeraies, l'envenimement scorpionique, les accidents de la circulation et les intoxications alimentaires, seront les thèmes abordés durant cette campagne préventive de «grande envergure» qui se déroulera dans le «respect strict des mesures barrières pour se protéger contre la pandémie de Covid-19», précise la même source. Durant cette campagne, les citoyens, en général, et les enfants, en particulier, bénéficieront de «toutes les informations préventives nécessaires quant à la réduction des risques liés à la saison estivale, étant donné qu'ils constituent l'essentiel des victimes».

La campagne sera menée en coordination avec les différents acteurs contribuant à la gestion de la saison estivale, à savoir les directions du tourisme, les forêts, le commerce, l'agriculture, l'Agence nationale des barrages, la jeunesse, la santé et les associations, en particulier les comités de villages, note la Protection civile.

En ce qui concerne, la protection des palmeraies, «souvent très vulnérables», le directeur général a instruit les directeurs de la Protection civile des wilayas du Sud de mettre en place des «campagnes de proximité pour sensibiliser les exploitants des palmeraies sur les



risques d'incendie et les informer sur la prévention et la conduite à tenir en cas d'incendie».

Au cours de cette campagne, une attention particulière sera accordée aux milieux scolaire, universitaire, les instituts de formation professionnelle et les maisons de jeunes.

Des caravanes de sensibilisation seront organisées en associant la société civile, notamment les comités de village en ce qui concerne les feux de forêt au niveau des massifs forestiers durant toute la saison estivale.

Un dispositif de sensibilisation des fellahs sera en outre mis en place lors du début de la campagne de récoltes, en engageant des colonnes mobiles de la Protection civile.

Il est prévu également l'animation d'émissions thématiques avec les radios locales et télévisions sur le rôle de la prévention et la sensibilisation sur les risques liés à la saison estivale et le secourisme, considéré comme la «première contribution» du citoyen en matière de prise en charge des victimes en

cas d'accident. Des portes ouvertes au niveau des différentes unités de la Protection civile seront organisées au profit des écoliers pour montrer «l'importance et le rôle de la forêt».

La campagne prévoit aussi un accompagnement médiatique sur le site web, la page Facebook, Tweeter et sur Instagram de la Direction générale de la Protection civile et des Directions de wilaya, la réalisation de prospectus, dépliants, affiches, expliquant les risques liés à la saison estivale, ainsi que

des spots de sensibilisation.

Des campagnes de sensibilisation au niveau des mosquées seront entreprises en collaboration avec les Directions des affaires religieuses dans le cadre de cette campagne comportant également l'organisation d'un concours ayant pour thème «les risques liés à la saison estivale» au niveau des colonies de vacances et l'envoi de SMS de sensibilisation à l'adresse des abonnés des trois opérateurs de téléphonie mobile.

A. N.

SMA

## L'école du patriotisme, de la solidarité et de l'entraide

La Journée nationale des Scouts musulmans algériens sera célébrée aujourd'hui, 27 mai, pour mettre en exergue le rôle de l'organisation des Scouts musulmans algériens (SMA), une véritable école qui a inculqué, depuis sa création, aux enfants et jeunes Algériens, génération après génération, l'amour de la patrie et l'esprit de solidarité et d'entraide. C'est Mohamed Bouras qui a fondé le premier groupe scout «El Fallah» en 1935, avant de mettre en place, quatre ans plus tard, la Fédération des scouts musulmans algériens. Il a consacré sa vie à la formation des jeunes Algériens et la diffusion des valeurs de lutte, de rigueur et de discipline dans les rangs des SMA.

La Journée nationale des Scouts musulmans algériens coïncide avec l'anniversaire de la mort de Mohamed Bouras, exécuté par les forces coloniales françaises le 27 mai 1941 à Alger.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a pris la décision en mars dernier de consacrer le 27 mai Journée nationale des Scouts musulmans afin de «préserver la mémoire nationale et renforcer la solidarité nationale», et pour exprimer «la volonté de l'Etat de développer le mouvement éducatif de volontariat

qui inculque l'esprit de générosité et de leadership».

L'école des SMA a forgé la personnalité de nombreux jeunes du mouvement national, pétris des valeurs ancestrales du peuple algérien, qui seront à l'avant-garde de la lutte de Libération déclenchée le 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Larbi Ben M'hidi, Ahmed Zabana, Didouche Mourad, Badji Mokhtar, Souidani Boudjemaa, Zighoud Youcef, M'hamed Bougara, Hamou Boutléis, Debbih Chérif et tant d'autres chouchada se sont abreuvés à la source du scoutisme.

Parmi le groupe historique qui est à l'origine du déclenchement de la Révolution de Novembre 1954, 18 membres faisaient partie des SMA.

Le commandant général des (SMA), Abderrahmane Hamzaoui, a affirmé que l'institution de la Journée nationale des Scouts musulmans «renforce la place de l'organisation scout, met en valeur son rôle dans l'éducation des jeunes et l'encouragement à poursuivre ses efforts au service de la patrie et de la société».

M. Hamzaoui a considéré que les SMA constituait «un legs du mouvement national, d'autant qu'ils continuent à s'acquitter d'un rôle important auprès des

jeunes dans le but de sauvegarder la mémoire nationale». Pour l'historien Mohamed Lahcen Zeghidi, les SMA ont constitué un «terreau fertile pour la génération de Novembre qui a défendu l'identité nationale algérienne musulmane».

Donnant un sens concret à l'esprit de solidarité et d'entraide, les SMA participent, de nos jours, aux campagnes de dons du sang, à la distribution des colis alimentaires aux nécessiteux, notamment durant le ramadhan.

Quelque 60 000 bénévoles ont été mobilisés en 2021 à l'occasion du mois sacré par les SMA, qui transforment leurs locaux en centres de collecte des aides lorsqu'il y a nécessité.

Les SMA participent également aux campagnes de prévention et de lutte contre les fléaux sociaux, tels que la toxicomanie et le tabagisme, ainsi qu'aux campagnes de reboisement et de nettoyage.

Depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19, cette organisation a pris une part active aux campagnes de prévention. Elle a signé, à cet effet, en mars dernier, un accord de collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en vue de sensibiliser les populations à la

nécessité du maintien des mesures de prévention et l'importance de la vaccination. Les SMA sont très actifs aussi dans les domaines culturel, éducatif (notamment l'enseignement de l'histoire de la Révolution) et de protection de l'environnement.

Jusqu'à janvier 2021, les SMA comptaient dans leurs rangs plus de 100 000 adhérents.

Mohamed Bouras est né le 26 février 1908 à Miliana dans une famille pauvre. Il a quitté les bancs de l'école après la mort de son père, pour travailler à l'âge de 16 ans dans les mines de fer de Zaccar, près de sa ville natale, et subvenir aux besoins de sa famille.

En 1926, il se rendit à Alger où il fréquenta le cercle intellectuel Ettarak et devint proche politiquement de l'Association des oulémas et de son chef, cheikh Abdelhamid Ibn Badis. Il créa le groupe scout «El Falah» à La Casbah, puis fédéra les différents groupes scouts existants.

Mohamed Bouras était convaincu que pour arracher la liberté et l'indépendance, il fallait éduquer les jeunes et leur inculquer l'esprit de patriotisme.

Hocine D.

«Mots dire autrement», exposition de Adlane Djeflal

## Des œuvres dédiées à l'Humain

■ Les dernières œuvres de l'artiste peintre Adlane Djeflal sont exposées jusqu'au 6 juin prochain à la galerie «Ifru Design», à Alger. Intitulée «Mots dire autrement», cette exposition d'œuvres contemporaines est dédiée à l'«Humain» dans tous ses tourments et face à l'adversité.



Par Adéla S.

Organisée dans l'élan du programme d'activité qu'entretient cette galerie d'art,

«Mots dire autrement» aborde, en une vingtaine de toiles, une thématique existentielle, avec plusieurs questions sur le sens à donner à son existence.

Artiste non-conformiste, bra-

vant les normes esthétiques, Adlane Djeflal exprime à travers dix-neuf toiles semi-figuratives de différents formats, un «*cri de révolte, un mal persistant, une douleur accrue et quelquefois*

une joie éphémère».

Il raconte l'Homme et ses tourments dans différentes techniques (mixte, acrylique sur toile et sur carton, ou encore collage), dans un rendu introspectif qui invite le visiteur à se projeter dans son vécu et apprécier ses propres expériences.

Des personnages de femmes et d'hommes expriment des émotions fortes en lien, entre autres, avec la soif de liberté, l'envie de donner un sens à son existence et le besoin de s'affirmer, conçus dans une géométrie réduite, aux couleurs dominantes et vives, transmettant au regard du visiteur une impression de cloisonnement anxiogène qui incite à la détermination et la résilience.

«Les deux joueurs», «Histoire de couple», «Le choix», «Les bouffons», «Le bonimenteur», «Repentance», «Vision fragmentée», «Errance» ou encore «L'attente», sont quelques titres parmi l'ensemble des toiles exposées, à travers lesquelles l'artiste a essayé d'exprimer la nécessité de bien saisir sa condition pour pouvoir nourrir l'espoir d'un éventuel changement.

Né en 1961 à Skikda, Adlane Djeflal, établi à Mostaganem, est diplômé des Ecoles des beaux-arts d'Oran et d'Alger, enseignant les Arts plastiques et occupant plusieurs postes de responsabilité artistique depuis une vingtaine d'années dans différentes écoles et instituts, ainsi que différents organismes économiques.

Animateur de plusieurs ateliers d'art en Algérie et à l'étranger, Adlane Djeflal a exposé ses œuvres en Algérie et dans plusieurs autres pays à partir de 1983. Il a pris part aux expositions du collectif «Essebbaghine» entre 2002 et 2004.

L'artiste a obtenu plusieurs distinctions, dont les premiers prix de l'affiche du théâtre amateur de Mostaganem en 1996 et de la peinture au Salon des arts plastiques de Constantine en 1999.

A. S.

## Journée de l'Afrique

## La culture pour édifier un consensus africain

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a mis en avant, mardi, la culture et la pensée africaines comme patrimoine indispensable dans la

recherche de «l'édification d'un consensus africain solide».

Dans une déclaration publiée sur le site de l'UA à l'occasion de la Journée africaine, M. Faki a souligné que «l'Afrique a longtemps occulté le rôle de la culture dans la promotion et la formation des Nations».

Le président de la Commission entend, au cours de son mandat, «corriger cette tendance» et compte s'intéresser, plus qu'il ne l'a fait par le passé, à la culture et à la pensée africaines. «J'ai indiqué que je ferai appel aux universitaires et aux sociologues de tous les espaces culturels pour apporter leur contribution à l'édification d'un consensus africain solide et réalisable», a-t-il fait savoir.

Les Africains ont célébré mardi la naissance de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), en souvenir de ce jour historique du 25 mai 1963 ou une vingtaine de chefs d'Etat africains créaient, dans l'en-

thousiasme à Addis-Abeba, cette Organisation continentale. Celle-ci s'était fixée pour ambition l'indépendance totale de l'Afrique sur le plan politique et économique et la réalisation de son unité.

Cinquante-huit ans après, l'UA qui a pris le relais de l'OUA, poursuit cette ambition avec plus ou moins de réussite. Elle le fait concrètement sur le terrain, mais elle le fait aussi sur la base des principes. En effet, a écrit le président, «l'Union africaine a prescrit aux Etats africains de chercher dans leurs repères culturels et leurs valeurs ancestrales le soubassement de leur essor, tout en s'inscrivant dans l'évolution du monde. Longtemps anesthésié par les effets de la colonisation, l'Africain doit puiser au plus profond de son patrimoine culturel et artistique les clés de son épanouissement».

«C'est ce message que voudrait véhiculer l'UA à travers le

thème de l'année 2021 consacré aux «arts, culture et patrimoine comme leviers pour construire l'Afrique que nous voulons», a expliqué le chef de la Commission. Il a noté que le thème de l'année a été symboliquement combiné avec la Journée de l'Afrique pour procéder au lancement de l'entrée en vigueur de la Charte de la renaissance culturelle africaine adoptée depuis 2006 à Khartoum, au Soudan. L'un des objectifs de cette Charte est de renforcer le rôle de la culture dans la promotion de la paix et de la bonne gouvernance. L'Union africaine est consciente du rôle que les arts, les expressions audiovisuelles et cinématographiques ainsi que d'autres industries créatives jouent dans le processus d'intégration africaine en tant que facteur de paix, de compréhension et de prévention des conflits ainsi que de croissance socio-économique.

R. B.

## Prix arabe Booker 2021

## Le roman jordanien «Dafatir El Ouaraq» distingué

Le Jury du prix littéraire international du roman arabe Booker a annoncé, mardi, la victoire du roman «Dafatir El Ouaraq» de Djallal Bardjis, dans sa 14<sup>e</sup> session de l'année 2021, a indiqué le site officiel du prix.

Le président du Jury, Chawki Bazigh, a fait état de la distinc-

tion du roman «Dafatir El Ouaraq», lors d'une manifestation virtuelle au terme de laquelle le lauréat a décroché le prix dont la valeur s'élève à 50 000 USD, en sus du financement de la traduction de son roman vers l'anglais. La shortlist de la 14<sup>e</sup> session cette année comprenant les romans «Al Ichtiaq Lil

Jara» du Tunisien Habib El Salmi, «Ain Hammurabi» de l'Algérien Abdelatif Ould Abdallah, «El Milaf 42» du Marocain Abdelmeguid Sabata, «Nazla Dar Al Akabir» de la Tunisienne Amira Ghanim, ainsi que «Ouachm El Tair» de l'Irakienne Dounia Michael.

M. K.

Festival toulousain Rio Loco  
Un hommage rendu à Rachid Taha

Le festival toulousain Rio Loco, prévu cette année du 13 au 20 juin dans une configuration «adaptée» à la crise sanitaire, rendra hommage à Rachid Taha et sera entièrement dédié au continent africain, ont annoncé, mardi, les organisateurs.

Animée notamment par une pléiade d'artistes représentant une vingtaine de pays africains, la 26<sup>e</sup> édition de ce festival a inscrit à son programme un concert en hommage au chanteur algérien de Pop-Rock, Rachid Taha, disparu en 2018.

Parmi les artistes attendus à ce festival, Amadou & Mariam, Fatoumata Diawara, Ayo, Gaël Faye, Ray Lema, Wasis Diop, Gaël Faye, Pongo, James BKS, Koliinga et Blick Bassy.

S'étalant sur huit jours, au lieu des quatre habituels, le festival, annulé en 2020, prévoit d'accueillir dans le strict respect des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus, quelque 19 000 personnes, contre plus de 50 000 les années précédentes, ont précisé les organisateurs.

«Rio Loco Afrika 2021», est un hommage à des «artistes femmes et hommes du nord au sud, de l'est à l'ouest du continent africain», a indiqué le directeur artistique du festival, Hervé Bordier.

Rock, rumba, hip-hop, folk ou musiques traditionnelles africaines, plus d'une trentaine de groupes ont répondu présents, «malgré les difficultés à organiser les déplacements, dues aux restrictions sanitaires», soulignent encore les organisateurs.

L. B.

Institut Cervantès  
Cycle de cinéma féminin

L'Institut Cervantes d'Alger et l'Ambassade d'Espagne en Algérie vous invitent au Cycle de cinéma Espace féminin (contemporaines) qui débutera aujourd'hui 27 mai 2021 à 18h à la salle des actes de l'Institut Cervantès d'Alger avec la projection du long métrage «El Viaje de Marta» (Staff Only) (Le voyage de Marta) de Neus Ballús. Ce cycle, composé de 5 films, s'étalera jusqu'au 24 juin 2021. Il a lieu tous les jeudis à 18h00, à la salle des actes de l'Institut Cervantès d'Alger. Pour rappel, les films sont sous-titrés en français. Pour y assister, réservez votre place : secarg@cervantes.es.

Port du masque obligatoire. Marta, 17 ans, passe à contre-cœur ses vacances au Sénégal, en compagnie de son père et de son petit frère. Un jour, elle ouvre une porte qui donne accès à une zone réservée aux employés de l'hôtel. Elle va découvrir un monde qui lui était totalement inconnu. Un nouveau voyage va enfin commencer.

D. R.



Avion détourné

# Loukachenko se dit dans la légalité et s'en prend à l'Occident

■ Droit dans ses bottes, le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, a proclamé, hier, que le déroutage d'un avion de ligne puis l'arrestation d'un opposant à bord étaient légaux, avant d'accuser l'Occident de vouloir «étrangler» son pays.

Par Mourad M.

«**J**'ai agi légalement en protégeant mes gens», a lancé le dirigeant biélorusse, s'exprimant devant un parterre de dignitaires du régime qu'il contrôle depuis 1994.

«C'est un mensonge absolu (de dire) que l'avion a été forcé d'atterrir par un MiG-29», a-t-il martelé, «la mission de l'avion de chasse était d'établir la communication, d'accompagner l'atterrissage de l'avion de passagers en cas de situation d'urgence».

«Nous n'avons pas pris la décision. Selon les règles, les instructions, la décision est prise par le commandant de bord», a-t-il ajouté, avant d'affirmer qu'excepté Minsk, «personne n'a voulu accueillir l'avion», citant les prétendus refus des aéroports ukrainiens de Lviv et Kiev, ainsi que Vilnius et Varsovie.

Il s'agissait de la première prise de parole du président

biélorusse depuis l'interception dimanche par un avion de chasse MiG-29 d'un vol Athènes-Vilnius de la compagnie Ryanair, sous prétexte d'une alerte à la bombe qui s'est révélée fausse.

Deux passagers du vol, le journaliste d'opposition Roman Protassevitch et sa compagne russe Sofia Sapega, ont été arrêtés à Minsk avant que l'avion ne reparte, suscitant une avalanche de condamnations occidentales et des sanctions de l'UE.

Pour les autorités biélorusses, la présence à bord de ce détecteur du régime et donc son arrestation relèvent du hasard.

Selon l'Union européenne, les États-Unis et l'opposition biélorusse, l'alerte à la bombe était un subterfuge pour arrêter l'opposant. L'UE a adopté lundi soir de premières sanctions contre le Biélorus, fermant son espace aérien à ses avions et recommandant à toutes les compagnies d'éviter les cieux biélorusses. Un appel très suivi.

L'Agence européenne de

sécurité aérienne (EASA) a, à son tour, recommandé aux vols civils d'éviter l'espace aérien du Biélorus.

Le Conseil de sécurité de l'ONU tient, lui, le même jour une réunion informelle d'urgence à huis clos sur le sujet.

Les autorités biélorusses accusent l'opposant arrêté d'avoir organisé des «troubles massifs» dans cette ex-République soviétique secouée en 2020 par des manifestations contre la réélection de M. Loukachenko.

Vivant en exil, Roman Protassevitch, 26 ans, est l'ancien rédacteur en chef d'une chaîne d'opposition Nexta, qui avait joué un rôle clé dans la coordination du mouvement de contestation, réprimé sans pitié par Minsk. Le dissident et sa compagne sont apparus dans des vidéos tournées en prison où ils confessent leurs crimes. Les autorités biélorusses ont l'habitude de diffuser des aveux obtenus sous la contrainte.

Face au tollé international suscité par ces arrestations, M. Loukachenko s'en est pris à ses «adversaires de l'étranger et à l'intérieur du pays», dénonçant leurs méthodes «dépassant les limites de l'entendement et de la morale humaine».

«Ils sont passés de l'organisation d'émeutes à l'étape de la strangulation», a-t-il assuré dans une référence apparente au mouvement de contestation de 2020 qu'il attribue à une opposition pilotée par l'Occident.



E. A. D. R.

Il a évoqué une «guerre hybride moderne» contre son pays, qui est un «théâtre d'expérimentation pour ensuite aller vers l'Est». M. Loukachenko accuse régulièrement Américains et Européens de vouloir le renverser pour ensuite s'attaquer à la Russie de Vladimir Poutine, son principal allié. Les deux hommes doivent d'ailleurs se rencontrer vendredi.

En début de semaine, Minsk s'était déjà défendu, affirmant avoir dérouté légalement le vol après une alerte à la bombe reçue dans un courriel se réclamant de l'organisation palestinienne Hamas.

La chancelière allemande Angela Merkel a jugé ces explications «pas crédibles».

La transcription de l'échange entre les contrôleurs et le pilote, publiée mardi par Minsk, montre que les autorités ont insisté pour que l'appareil se pose au Biélorus et non pas dans des pays voisins. Exilée en Lituanie, l'ex-candidate à la présidentielle, Svetlana Tikhonovskaïa, a appe-

lé Washington et l'UE à adopter toujours plus de sanctions pour isoler le régime de Loukachenko.

Moscou n'a de son côté pas rejoint les critiques occidentales envers Minsk.

Après le discours de M. Loukachenko, le Kremlin a dit jeudi dernier ne pas avoir «de raisons de ne pas croire les déclarations des dirigeants biélorusses».

Le régime d'Alexandre Loukachenko, qui pendant près de trois décennies a habilement louvoyé entre l'UE et Moscou en usant de leurs rivalités géopolitiques, est déjà ciblé par de multiples sanctions occidentales à cause de la répression sans merci de la contestation de 2020.

Les dirigeants de ce mouvement ont été emprisonnés ou contraints à l'exil. Un opposant mort en prison la semaine dernière, Vitold Achouok, officiellement d'un arrêt cardiaque, a lui été enterré hier dans l'ouest du pays.

M. M.



## Commentaire

Sanctions

Par Fouzia Mahmoudi

Après avoir été célébré à ses débuts, Vladimir Poutine est progressivement devenu la bête noire des Occidentaux. Et si les premiers à avoir déclenché les hostilités à son égard furent les Américains, à la suite de son refus de s'engager dans l'invasion de l'Irak en 2003, l'Europe a rapidement suivi le pas et multiplie depuis une décennie les sanctions et les embargos contre Moscou. Aujourd'hui, le président français Emmanuel Macron a reconnu cette semaine à Bruxelles que l'UE avait «besoin de recadrer très profondément» sa relation avec le Kremlin et que «la politique des sanctions» était arrivée à ses «limites», envers la Russie comme envers le Biélorus. Il a estimé qu'il ne fallait plus être «simplement réactif» mais «définir une stratégie de court, moyen et long terme» avec la Russie. «La politique des sanctions progressives sur des situations gelées n'est plus une politique efficace», ajoute-t-il lors d'un point de presse après le Conseil européen. Emmanuel Macron était questionné sur l'impact des sanctions européennes adoptées contre le Biélorus, après le détournement d'un avion de ligne pour arrêter un opposant, mais aussi de celles prises contre Moscou pour faire libérer l'opposant Alexeï Navalny, à ce jour sans résultat. «Ce que vous dites est très juste, mais vous auriez en tête quel autre type de mesure ?», a rétorqué le président français à un journaliste. «Ce n'est pas évident de dire, qu'est-ce qu'on fait derrière. Dans ces cas-là, on déclenche un conflit armé ?», a-t-il lancé en forme de boutade. Il a cependant reconnu «l'efficacité relative des dispositions que nous avons pu prendre durant ces dernières années». Le Conseil européen a donc demandé à la Commission pour juin un rapport sur la manière de répondre «face aux provocations successives de la Russie», a-t-il expliqué. Quant aux mesures d'interdiction de l'espace aérien biélorusse, adoptées mardi pour faire libérer des opposants, «est-ce que cela sera suffisant ? Je ne sais pas vous le dire aujourd'hui», a-t-il admis. Mais, a-t-il enchaîné en parlant cette fois de la Russie, «je pense que nous sommes à un moment de vérité dans notre relation avec la Russie, qui doit nous conduire à repenser les termes de la tension qu'on décide d'installer». «Donc ça n'est à mes yeux qu'une étape», a-t-il conclu à propos des sanctions. Mais mettre au point une nouvelle stratégie envers la Russie nécessiterait aussi l'accord des autres pays européens impliqués dans le processus, dont beaucoup suivent le pas de Washington qui avec le retour des démocrates à la Maison-Blanche devrait redevenir plus antirusse que jamais. Reste à voir si Macron réussira à convaincre ses partenaires européens d'envisager le «problème» russe de façon différente ou si la stratégie des sanctions continuera même si, de l'aveu même du président français, elle ne produit aucun résultat.

F. M.

RDC

## Sous le volcan Nyiragongo, Goma continue de trembler

À la grande peur de la population, toujours angoissée par une possible nouvelle éruption, de forts séismes se poursuivaient hier à Goma, au pied du volcan Nyiragongo, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Effondrement d'immeubles, larges fissures au sol : les dégâts se multiplient à Goma, où des travaux de réhabilitation d'urgence ont été lancés pour rétablir l'eau courante et l'électricité.

Comme ces deux derniers jours, les tremblements de terre ont continué toute la nuit à intervalles réguliers, alimentant la psychose des habitants, qui, pour beaucoup n'ont pas dormi.

Deux secousses ont été particulièrement violentes, dont une vers 5h45 (03h45 GMT), suscitant une clameur de peur dans toute la ville et la panique des habitants, sortis précipitamment des maisons.

Selon le compte Twitter du

RSM, l'organisme public en charge de la surveillance sismique au Rwanda voisin, dont la frontière jouxte la ville de Goma, ce séisme était d'une magnitude de 5,1.

Un bâtiment de deux étages s'est partiellement effondré près d'une station-service, au moins trois maisons à étages ont été sérieusement endommagées et se sont en partie effaissées.

Des dégâts sont également signalés à Gisenyi, ville rwandaise de l'autre côté de la frontière, où plusieurs maisons ont été endommagées ainsi que des routes, selon des témoins.

Par précaution, le marché, des commerces et plusieurs chantiers ont été fermés, de même que le principal hôpital du district, dont les patients ont été transférés vers Kigali.

Mardi, sous la violence des secousses, au moins quatre bâtiments s'étaient déjà effondrés dans Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu.

D'impressionnantes et longues fissures sont également apparues par endroits sur le sol.

Avec les nouvelles secousses, plusieurs de ces fissures se sont notablement élargies, rendant difficile la circulation sur la chaussée fracturée. De l'eau sortait de certaines de ces fissures, suscitant encore un peu plus la crainte des habitants.

Les occupants de nombreuses habitations ont préféré dormir dehors, sur des matelas et sous des moustiquaires pour les plus chanceux, en particulier les occupants des bâtiments de deux à trois étages qui ont poussé comme des champignons dans la ville ces dernières années.

Selon les autorités, se référant au laboratoire local de volcanologie, les tremblements de terre (119 pour la seule journée de lundi) «ne sont pas magmatiques» et devraient baisser d'intensité, infirmant l'hypothèse d'une nouvelle éruption.





NA Hussein-Dey

## Bouzidi fait faux bond, Abdeslam pour assurer l'intérim

La direction du NA Hussein-Dey a désigné l'ancien joueur du club, Chérif Abdeslam, pour diriger à titre intérimaire la barre technique, en remplacement de Youcef Bouzidi, qui a fini par se rétracter, a-t-on appris auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 de football. «Nous avons trouvé un accord avec Bouzidi pour reprendre la barre technique, il s'est même réuni avec les joueurs dimanche, mais grande fut notre surprise quand nous avons appris sa décision de faire machine arrière. En attendant la nomination d'un nouvel entraîneur, nous avons confié l'intérim à Chérif Abdeslam», a indiqué le directeur sportif du

Nasria, Chaâbane Merzekane. Bouzidi devait remplacer Dziri Billel, ce dernier a quitté son poste à l'amiable suite au match nul concédé à domicile face à l'US Biskra (1-1), dans le cadre de la 21<sup>e</sup> journée du championnat. Dziri avait rejoint le NAHD en janvier dernier, en remplacement de Nadir Leknaoui, démissionnaire.

La situation est d'autant plus difficile que le NAHD n'a plus gagné depuis trois mois, soit depuis son succès décroché le 26 février dernier à la maison face au RC Relizane (3-0). «Il nous reste 16 matchs pour tenter d'assurer notre maintien parmi l'élite, à nous de relever le défi», a-t-il ajouté.

Ligue 2 (18<sup>e</sup> journée)

## WR M'sila - USM El Harrach domicilié au stade 8-Mai-1945 de Sétif

Le WR M'sila, dont le terrain est suspendu pour un match ferme, accueillera l'USM El Harrach au stade du 8-Mai-1945 aujourd'hui pour le compte de la 18<sup>e</sup> journée du championnat de la Ligue 2 algérienne (Groupe Centre), a indiqué, mardi, la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

La rencontre WR M'sila - USM El Harrach débutera à 16h00, alors que celle de la catégorie «Réserves» commencera à 10h00, précise la même source. L'équipe du

WR M'sila a écopé de deux matchs de suspension de terrain, dont un ferme, «suite aux incidents qui ont émaillé son match de la 16<sup>e</sup> journée de championnat contre le MO Béjaïa», avait annoncé, dimanche soir, la LNFA. Certes, le WRM avait réussi à l'emporter (2-1), mais ce résultat favorable n'avait pas empêché la rencontre de dérapage, obligeant ainsi la commission de discipline à sévir lors de sa dernière session et de prononcer cette sanction à son encontre.

ACNOA

## Berraf s'engage à continuer «les efforts pour le développement du sport en Afrique»

L'Algérien Mustapha Berraf réélu, mardi au Caire (Egypte) à la tête de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (Acnoa) pour le mandat olympique 2021-2024, s'est engagé à poursuivre «les efforts pour le développement du sport en Afrique». «Je suis très honoré par la confiance renouvelée par mes pairs africains à la tête de cette valeureuse institution et je m'engage à continuer les efforts pour le développement du sport en Afrique», a déclaré Berraf.

Pour le premier responsable de l'Acnoa, sa réélection «est la victoire de l'Algérie tout entière. Je remercie les autorités de mon pays pour leur soutien, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», a-t-il ajouté.

Lors des élections de l'Acnoa, organisées mardi au Caire en marge des travaux de la 19<sup>e</sup> session ordinaire de l'instance, Berraf a récolté 38 voix contre 15 pour son adversaire, la Burundaise Ludia Nsekera, membre du

Comité international olympique (CIO). Pour rappel, Berraf (67 ans) avait été élu à la tête de l'Acnoa en novembre 2018 à Tokyo (Japon), lors de l'Assemblée générale extraordinaire et électorale de l'instance, pour les deux années restantes du mandat olympique 2017-2020, après l'éviction de l'Ivoirien Lassana Palenfo. Les élections de l'Acnoa ont été précédées, lundi, par les travaux de la 19<sup>e</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale de l'instance continentale, qui se sont déroulés en présence des représentants des 54 pays membres de l'instance sportive continentale et des représentants du CIO.

Le président du CIO, l'Allemand Thomas Bach, est intervenu par visioconférence pour lancer les travaux. L'ancien président du Comité olympique et sportif algérien (COA) a annoncé, par ailleurs, qu'il sera présent samedi à Alger, pour assister aux travaux de l'Assemblée générale ordinaire du COA, présidé actuellement par Abderrahmane Hammad.

Coupe de la Confédération

# JSK-Coton Sport officiellement au 5-Juillet

■ L'Office du complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf a donné son accord pour la domiciliation de la demi-finale retour de la Coupe de la Confédération africaine de football entre la JS Kabylie et les Camerounais de Coton Sport, le samedi 26 juin, au stade du 5-Juillet (Alger).



Les Canaris jouent mieux sur du gazon naturel

Par Mahfoud M.

«Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore reçu la demande de la JSK pour domicilier cette rencontre au stade du 5-Juillet, cela devrait se faire dans les prochaines heures. La direction de la JSK a saisi d'abord la Fédération algérienne (FAF), en attendant de faire de même avec l'OCO. De notre part, nous sommes d'accord pour accueillir cette demi-finale au stade du 5-Juillet. La JSK est le dernier représentant algérien dans les compétitions africaines, il faut bien la soutenir», a indiqué le directeur gé-

ral de l'OCO, Mohamed Bekhti. La JSK a validé dimanche dernier son ticket pour le dernier carré, malgré le nul concédé au stade du 1<sup>er</sup> Novembre de Tizi-Ouzou face aux Tunisiens du CS Sfax (1-1). A l'aller, la JSK s'était imposée à Sfax (1-0). De son côté, Coton Sport s'est qualifié aux dépens des Sénégalais de Jaraaf (aller : 1-0 à Garoua, retour : 1-2 à Dakar). La direction du club kabyle avait insisté pour jouer au temple olympique, car la pelouse en gazon naturel permettait à l'équipe de développer du beau jeu contrairement au stade du 1<sup>er</sup> Novembre de Tizi-Ouzou couvert en gazon artificiel qui cause des blessures

aux joueurs. Le dirigeant et porte-parole de la JSK, Miloud lboud, a révélé que la décision de demander à jouer au stade du 5-Juillet a été prise après mûre réflexion, et après avoir analysé le jeu de l'équipe au cours des rencontres disputées sur ce genre de surfaces, lors de la phase des poules de la Coupe de la CAF. «Nous avons bien joué au Mali face à Djaraaf, et avant face à Coton Sport au Cameroun, au Maroc face à Berkane et lors de ce dernier match face au SC Sfax», a souligné lboud qui pense que les Canaris sont plus à l'aise sur du gazon naturel et il est logique qu'ils pensent à jouer sur ce genre de terrain. M. M.

Mali

## Magassouba se réjouit d'affronter l'Algérie, «la meilleure référence en Afrique»

Le sélectionneur de l'équipe malienne de football, Mohamed Magassouba, a estimé que le match amical face à l'Algérie, prévu le dimanche 6 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h45), va permettre à son équipe de progresser. «Aujourd'hui, la meilleure référence en Afrique c'est l'Algérie. Outre son statut de championne d'Afrique, l'Algérie est une équipe complète, bien organisée, bien en place et qui joue parfaitement toutes les phases de jeu. Pour moi, c'est une équipe parfaite et je tiens à rendre hommage au travail accompli par Djamel Belmadi qui a su offrir à l'Algérie et à l'Afrique une équipe comme celle-ci. Il est clair que nous n'avons pas atteint le niveau de l'Algérie, mais si nous affrontons cette équipe c'est pour progresser naturellement», a-t-il déclaré au micro de Radio Algérie internationale (RAI). Avant d'affronter les Maliens,

l'équipe nationale entamera sa série de matchs amicaux le jeudi 3 juin face à la Mauritanie à Blida (20h45). Les coéquipiers de Sofiane Feghouli affronteront, pour leur dernier test, la Tunisie, le vendredi 11 juin au stade Hamadi-Agrebi de Radés. Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, et le président de la FAF, Amara Charaf-Eddine, ont convenu d'organiser ces matchs amicaux, suite à la décision prise par la Commission d'urgence de la CAF, en concertation avec la FIFA, de reporter le début du 2<sup>e</sup> tour éliminatoire en raison de la pandémie de Covid-19. «On se connaît très bien, car on a l'habitude de s'affronter. Je me souviens encore de notre dernière confrontation qui a eu lieu au Qatar, avant le départ pour la CAN 2019, dans un match très intéressant soldé sur le score de 3 buts à 2 en faveur de l'Algérie». Pour le technicien malien, il est grand temps que

son pays fasse partie du gotha mondial, en prenant part à la prochaine Coupe du monde 2022 au Qatar. «Le Mali est assoiffé de remporter la Coupe d'Afrique et de participer à une phase finale de la Coupe du monde. Au vu des attentes du peuple malien, nous allons tout faire pour être à la hauteur, se battre avec nos armes, nos moyens et nos qualités pour pouvoir donner satisfaction à notre pays qui, non seulement rêve d'être au Mondial, mais ambitionne également de monter sur le toit de l'Afrique», a-t-il conclu. Côté statistiques, l'Algérie et le Mali vont s'affronter en amical, pour la 9<sup>e</sup> fois de leur histoire. Après huit confrontations, l'Algérie est devant avec 5 victoires, contre 2 défaites et 1 match nul. La dernière en date remonte au 16 juin 2019, soldée par une victoire des joueurs de Belmadi sur le score de 3-2 à Doha (Qatar).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

M'sila

## Arrestation de trois voleurs de voitures

Les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention relevant de la Sûreté de la wilaya de M'sila ont arrêté, ces dernières 24 heures au chef-lieu, trois individus spécialisés dans le vol de voitures et la falsification de documents, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Agissant sur la base de renseignements faisant état de l'activité suspecte d'un réseau composé de trois individus âgés entre 25 et 32 ans et originaires d'une wilaya limitrophe à celle de M'sila, les services de police ont procédé à leur arrestation, a-t-on précisé de même source.

Après perquisition du

domicile du membre principal du réseau, les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention ont procédé à la saisie d'un véhicule volé, déclaré antérieurement au niveau des services de police, a-t-on expliqué.

Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de M'sila pour «*constitution d'association de malfaiteurs, faux et usage de faux et mise en circulation de véhicules non conformes*», a-t-on noté.

Selon la même source, les trois mis en cause ont été écroués sur ordre du juge instructeur près le tribunal de M'sila.

Lyes B.

Gendarmerie à Béjaïa

## Saisie de quatre engins

Les unités de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa ont saisi, au courant de cette semaine, un pelle mécanique et trois camions, au cours d'une opération de contrôle et de lutte contre la mafia du foncier au lieudit Ighil-Oujilvane, sur les hauteurs périphériques de la commune de Béjaïa.

Selon la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa, «*le conducteur de l'engin a été pris en flagrant délit de terrassement illégal d'un lopin de terre relevant*

*du domaine privé de l'Etat*». Les engins ont été mis en fourrière et l'affaire a été transférée à la juridiction concernée. Par ailleurs, les unités de la gendarmerie de la wilaya de Béjaïa ont également saisi 3,60g de drogue dure de type cocaïne et procédé à l'arrestation d'un individu au cours d'une enquête liée à une affaire d'homicide volontaire avec préméditation dans un bungalow à Tichy. «*L'individu a été arrêté et présenté devant le Parquet*», indique la même source.

H. C.

Librairie Point Virgule (Chéraga)

## Rencontre-dédicace avec Amar Abba

Une rencontre-dédicace aura lieu samedi 29 mai à partir de 15h00 avec l'auteur Amar Abba pour la présentation de son livre «*Inig, voyage dans l'œuvre poétique de Lounis Aït Menguellet*»

**Préface de Yasmina Khadra**

Soyez les bienvenus (es)

- Port du masque obligatoire.

- Distanciation physique prise en compte.

- Gel hydroalcoolique mis à votre disposition à l'entrée.

Etats-Unis

## Enquête «criminelle» contre l'ex-président Donald Trump

Les procureurs de la ville de New York ont convoqué un jury spécial pour examiner les preuves dans le cadre d'une enquête criminelle impliquant l'ex-président des Etats-Unis, Donald Trump, selon des médias américains mardi. Le grand jury, qui a été formé récemment et siégera trois jours par semaine pendant une période de six mois, décidera s'il y a

lieu d'inculper Trump, a indiqué «*The Washington Post*». Ce développement montre que le procureur du district de Manhattan, Cyrus Vance Jr, pourrait avoir obtenu des preuves d'un crime à propos de cette affaire, ont affirmé les mêmes sources. Le bureau du procureur de Manhattan n'a toutefois pas publié de communiqué officiel à ce sujet. H. N.

Oued Amizour/ Béjaïa

## Décès de Zahir Kherraz, maire de la localité

Affecté depuis plusieurs semaines par une grave maladie, le maire d'Oued-Amizour, Zahir Kherraz, a rendu l'âme avant-hier. Le défunt, âgé de 63 ans, a été inhumé hier au cimetière de son village Merdj

Ouamane. Une foule nombreuse composée d'élus, maires, voisins, concitoyens, amis et proches, a tenu à lui rendre un dernier hommage et à l'accompagner à sa dernière demeure. H. C.

## Présidentielle en Syrie: Les syriens aux urnes



Loumis

Djalou@hotmail.com

9 narcotrafiquants arrêtés du 19 au 25 mai

## Près de 25 quintaux de kif saisis

■ Neuf narcotrafiquants ont été arrêtés et près de 25 quintaux de kit traité et 14 200 comprimés psychotropes ont été saisis par les détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Régions militaires, durant la période du 19 au 25 mai, indique, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

«**D**ans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Gardes-frontières ont arrêté au niveau des territoires des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Régions militaires, 9 narcotrafiquants et saisi 24 quintaux et 98 kilogrammes de kif traité et 14 200 comprimés

psychotropes que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc», affirme le communiqué du MDN. La même source ajoute que, durant la même période, «17 autres narcotrafiquants ont été interceptés et 29 kilogrammes de kif traité et 5 580 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres Régions militaires».

Par ailleurs, «des détachements de l'ANP ont arrêté à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et

Tindouf, 331 individus et saisi 11 véhicules, 220 groupes électrogènes, 100 marteaux piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 491 sacs de mélange d'or brut et de pierres», souligne le même communiqué, ajoutant que «7 autres individus ont été arrêtés et 5 fusils de chasse et 2 pistolets automatiques ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Tébessa, Sétif, Biskra, El Oued, Rélizane et Bouira».

S. O.

Ancien wali de Tipasa

## Report au 16 juin du procès en appel de Mustapha Layadhi

La cour d'Alger a décidé, hier, de reporter au 16 juin le procès en appel de l'ancien wali de Tipasa, Mustapha Layadhi, condamné à une peine de quatre ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de dinars dans une affaire de corruption, et ce, à la demande de sa défense en raison de la maladie de l'accusé, absent de l'audience.

Dans la même affaire, l'ancien directeur du Domaine de la wilaya de Tipasa, Ali Bouamrane, a été condamné en première instance à deux ans de prison ferme et une amende d'un million de dinars, avec gel de ses comptes bancaires.

L'ancien conservateur foncier de la wilaya de Tipasa, Ismail

Korichi, a été, quant à lui, acquitté des griefs retenus contre lui dans cette affaire. Les propriétaires du groupe «Attia Electronics» (les frères Bachir, Hamid Lyes et Souhil) ayant bénéficié d'indus avantages grâce à leur relation avec le wali Layadhi, ont été condamnés à une peine de deux ans de prison ferme chacun, assortie d'une amende d'un million de dinars avec la confiscation de leur biens et actes.

Le tribunal de Sidi M'hamed a rendu également une décision d'inéligibilité pour une durée de cinq ans à l'encontre des accusés Layadhi et Bouamrane, lesquels ont aussi été condamnés à verser un montant de 100 000 dinars à titre de dommages et

intérêts au profit du Trésor public. Les accusés ont été poursuivis pour octroi d'indus avantages en violation de la législation et de la réglementation en vigueur, dilapidation de biens publics, abus de fonction, trafic d'influence et bénéfice d'avantages indus lors de la passation de marchés en usant de l'influence d'agents dans différentes instances.

Les frères Attia ont bénéficié, en complaisance avec l'ancien directeur du Domaine de Tipasa, Ali Bouamrane, de plusieurs avantages dont un contrat de concession de 33 ans d'un terrain d'une superficie de 10 000 mètres carrés dans la zone d'expansion touristique de cette wilaya côtière. Safy T.